

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3419

[2004/202494]

**15 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et notamment, son titre II, chapitre II, section 2;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse donné le 18 février 2003;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII donné le 27 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 03 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 14 avril 2004;

Vu l'avis n° 37.146/4 du Conseil d'Etat donné le 2 juin 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 9 juin 2004,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *des projets pédagogiques
et des comités pédagogiques des institutions publiques de protection de la jeunesse*

Article 1^{er}. **Au sein de chaque Institution publique de protection de la jeunesse ci-après dénommée I.P.P.J., un comité pédagogique est mis en place. Il a pour mission l'élaboration et l'évaluation du projet pédagogique de l'I.P.P.J. et de sa mise en oeuvre, ainsi que toute proposition de modification de celui-ci.**

Les projets pédagogiques et les propositions de modification sont soumis à l'approbation du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

Tous les deux ans, à dater de son approbation, chaque projet pédagogique fera l'objet d'un rapport d'évaluation, qui sera communiqué au Ministre ainsi qu'au Président du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse par le Président du comité pédagogique.

Les comités pédagogiques sont composés :

- 1°. du (de la) Directeur(trice) général(e) de l'aide à la jeunesse ou de son représentant;
- 2°. d'un représentant du Ministre;
- 3°. du directeur de l'I.P.P.J. et du membre de l'équipe de direction qui a le suivi pédagogique dans ses attributions;
- 4°. d'au moins un membre, et de deux au plus, des équipes éducatives de l'I.P.P.J. par type de section;
- 5°. d'au moins un membre, et de deux au plus, de l'équipe psycho-médico-sociale de l'I.P.P.J.;
- 6°. d'au moins un membre, et de deux au plus, de l'équipe de surveillance de l'I.P.P.J.;
- 7°. d'un représentant de l'I.P.P.J. pour chacune des organisations syndicales représentatives;
- 8°. d'un représentant au moins, et de deux au plus, de l'union francophone des magistrats de la jeunesse.

Les membres visés aux points 4° à 6° sont désignés par leurs pairs.

Le (la) Directeur(trice) général(e) de l'aide à la jeunesse ou son représentant assure la présidence du comité pédagogique de chaque I.P.P.J.

Le directeur de l'I.P.P.J. veille à assurer le secrétariat des réunions du comité pédagogique.

Le comité pédagogique adopte un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit notamment le quorum nécessaire à la tenue du comité pédagogique.

Le Président réunit le comité pédagogique de chaque I.P.P.J. au moins deux fois par an et chaque fois qu'au moins quatre membres du comité en font la demande motivée.

Après avis du comité pédagogique, le Ministre peut désigner un expert pour animer les travaux du comité.

Au moins une fois par an, un comité pédagogique est réuni en présence d'au moins deux représentants des jeunes placés dans l'I.P.P.J. Ceux-ci sont désignés par leurs pairs.

Art. 2. La Direction générale de l'aide à la jeunesse met à la disposition des autorités judiciaires compétentes un document les informant des projets pédagogiques des I.P.P.J.

Art. 3. Sans préjudice de l'article 16 du Décret du 04 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, le (la) directeur(trice) de l'I.P.P.J. veille à ce que les demandes de prises en charge formulées par les autorités judiciaires s'inscrivent dans le respect du projet pédagogique de son I.P.P.J. A cette fin, il(elle) organise à l'admission, et au plus tard dans les trois jours de la demande initiale du juge compétent, un contact entre ce dernier et un membre du personnel de l'I.P.P.J. mandaté par lui.

CHAPITRE II. — *de la collaboration des institutions publiques
de protection de la jeunesse avec les autorités judiciaires
et les services de l'aide à la jeunesse.*

Art. 4. La Direction générale de l'aide à la jeunesse met à la disposition des autorités judiciaires compétentes une cellule d'information, d'orientation et de coordination.

La cellule assure les missions suivantes :

- 1°. disposer au jour le jour et en temps réel du nombre de places disponibles dans chacune des I.P.P.J.;
- 2°. informer de façon permanente, les magistrats de la jeunesse de l'ensemble des places disponibles en I.P.P.J. et dans les services agréés de l'aide à la jeunesse assurant la prise en charge de mineurs difficiles et/ou délinquants;
- 3°. le cas échéant, en accord avec le magistrat, proposer la meilleure orientation et la prise en charge d'un mineur délinquant dans une I.P.P.J. ou dans tout autre service adéquat dans les meilleurs délais et dans le respect des dispositions prévues à l'article 3.

Art. 5. Le directeur de l'I.P.P.J. veille à la collaboration avec les autorités judiciaires et avec les services qui concourent à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Un comité de concertation est créé au sein de chaque I.P.P.J. Il a pour missions l'évaluation de la mise en œuvre du projet pédagogique de l'I.P.P.J. et l'évaluation de la collaboration de l'I.P.P.J. avec les autorités judiciaires et avec les services de l'aide à la jeunesse visés à l'article 43, alinéa 1^{er}, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Le Directeur de l'I.P.P.J. prend l'initiative d'inviter au moins une fois par an à un comité de concertation les personnes suivantes :

- 1°. un représentant du service des I.P.P.J. de la Direction générale de l'aide à la jeunesse;
- 2°. les magistrats avec lesquels l'I.P.P.J. collabore habituellement;
- 3°. deux représentants au plus, pour chaque arrondissement judiciaire, des Conseillers, Conseillers-adjoints, Directeurs et Directeurs-adjoints de l'aide à la jeunesse avec lesquels l'I.P.P.J. collabore habituellement;
- 4°. le Délégué général aux droits de l'enfant;
- 5°. quatre représentants au plus, pour chaque arrondissement judiciaire, des sections sociales des services de l'aide à la jeunesse et des services de protection judiciaire avec lesquels l'I.P.P.J. collabore habituellement ;
- 6°. quatre membres au plus, pour chaque arrondissement judiciaire, des Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse avec lesquels l'I.P.P.J. collabore habituellement ;
- 7°. Des représentants des services de l'aide à la jeunesse visés à l'alinéa 2 avec lesquels l'I.P.P.J. collabore habituellement.

Le directeur de l'I.P.P.J. communique le rapport de la réunion du comité de concertation au(à la) Directeur(trice) général(e) de l'aide à la jeunesse et au Ministre.

Art. 6. Lorsqu'un jeune confié à une I.P.P.J. s'absente sans autorisation, la direction de l'I.P.P.J. concernée en avise le juge compétent, la police fédérale ainsi que les personnes qui exercent l'autorité parentale relative à ce jeune.

Cette information est transmise :

- 1°. immédiatement s'il s'agit d'une évasion d'un service à régime fermé;
- 2°. endéans les 24 heures s'il s'agit d'une fugue;
- 3°. endéans les 48 heures s'il s'agit d'un non-retour de congé.

Art. 7. La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'accueil à régime ouvert peut être maintenue pendant vingt-quatre heures à compter du moment où le juge compétent en a été informé.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'orientation à régime ouvert peut être maintenue pendant cinq jours à compter du moment où le juge compétent en a été informé.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'éducation à régime ouvert peut être maintenue pendant dix jours à compter du moment où le juge compétent en a été informé.

Au terme des délais visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, la place du jeune est réputée vacante. La réintégration éventuelle est subordonnée à une nouvelle décision de l'autorité judiciaire et à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service à régime fermé doit être maintenue tant que la mesure n'a pas été modifiée par le juge compétent. La place est cependant réputée vacante lorsque le jeune est toujours absent sans autorisation au terme de la mesure de placement décidée par le juge compétent. La réintégration éventuelle de ce jeune est subordonnée à une nouvelle décision de l'autorité judiciaire et à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3.

Art. 8. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3419

[2004/202494]

**15 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd en inzonderheid zijn titel II, hoofdstuk II, afdeling 2;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, uitgebracht op 18 februari 2003;

Gelet op het advies van het Hoger overlegcomité van Sector XVII, uitgebracht op 27 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 3 maart 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 april 2004;

Gelet op het advies nr.37.146/4 van de Raad van State gegeven op 2 juni 2004 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 9 juni 2004,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Pedagogische ontwerpen en pedagogische comités van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming**Artikel 1.** Binnen elke Overheidsinstelling voor jeugdbescherming (Institution publique de protection de la jeunesse), hierna IPPJ, wordt een pedagogisch comité ingericht. Het heeft tot opdracht het opbouwen en de evaluatie van het pedagogische ontwerp van de IPPJ en de uitwerking, alsook elk voorstel tot wijziging ervan.

De pedagogische ontwerpen en de voorstellen tot wijziging ervan moeten voorgelegd worden aan de goedkeuring van de Minister tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, hierna de Minister.

Om de twee jaar, vanaf de goedkeuring ervan, zal elk pedagogisch ontwerp het voorwerp uitmaken van een evaluatieverslag, dat medegedeeld zal worden aan de Minister alsook de Voorzitter van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd door de Voorzitter van het pedagogische comité.

De pedagogische comités bestaan uit :

1° de Directeur-generaal voor hulpverlening aan de jeugd of diens vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van de Minister;

3° de directeur van de IPPJ en het lid van het directieteam dat belast is met de pedagogische begeleiding;

4° minstens een lid, en hoogstens twee, van de opvoedkundige teams van de IPPJ per type afdeling;

5° minstens een lid, en hoogstens twee, van het psycho-medisch-sociale team van de IPPJ;

6° minstens een lid, en hoogstens twee, van het toezichtteam van de IPPJ;

7° een vertegenwoordiger van de IPPJ voor iedere representatieve vakvereniging;

8° minstens een vertegenwoordiger, en hoogstens twee, van de *Union francophone des magistrats de la jeunesse*.

De leden bedoeld bij de punten 4° tot 6° worden door hun gelijken aangewezen.

De Directeur-generaal voor de hulpverlening aan de jeugd of diens vertegenwoordiger neemt het voorzitterschap waar van het pedagogisch comité van iedere IPPJ.

De directeur van de IPPJ zorgt voor het secretariaat van de vergaderingen van het pedagogisch comité.

Het pedagogisch comité neemt een huishoudelijk reglement aan. Daarin wordt namelijk het quorum bepaald dat nodig is voor de vergadering van het pedagogisch comité.

De Voorzitter roept het pedagogisch comité van elke IPPJ bij één minstens twee maal om het jaar en iedere keer dat minstens vier leden van het comité een met redenen omklede aanvraag daartoe indienen.

Na advies van het pedagogisch comité, kan de Minister een deskundige aanwijzen om als animator op te treden bij de werkzaamheden van het comité.

Minstens een maal om het jaar, komt een pedagogisch comité bijeen in aanwezigheid van minstens twee vertegenwoordigers van de jongeren geplaatst in de IPPJ. Deze worden aangewezen door hun gelijken.

Art. 2. De Algemene directie voor hulpverlening aan de jeugd stelt ter beschikking van de bevoegde gerechtelijke overheden een document waarbij zij over de pedagogische ontwerpen van de IPPJ's ingelicht worden.**Art. 3.** Onverminderd artikel 16 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zorgt de directeur van de IPPJ ervoor dat de aanvragen om opname ingediend door de gerechtelijke overheden het pedagogisch ontwerp van de IPPJ in acht nemen. Daartoe, organiseert hij bij de opvang, en ten laatste binnen de drie dagen van de initiële aanvraag van de bevoegde rechter, een contact tussen deze laatste en een personeelslid van de IPPJ daartoe gemandateerd.**HOOFDSTUK II. — De medewerking van de overheidsinstellingen
voor hulpverlening aan de jeugd met de gerechtelijke overheden en de diensten voor hulpverlening aan de jeugd****Art. 4.** De Algemene directie voor hulpverlening aan de jeugd stelt ter beschikking van de bevoegde gerechtelijke overheden een informatie-, oriëntatie- en coördinatiecel.

De cel neemt de volgende opdrachten waar :

1° dag in, dag uit en in real time over het aantal vakante plaatsen in iedere IPPJ beschikken;

2° permanent de jeugdmagistraten inlichten over het geheel beschikbare plaatsen in IPPJ's en in de erkende diensten voor hulpverlening aan de jeugd die instaan voor moeilijke minderjarigen en/of delinquenten;

3° desgevallend, met de instemming van de magistraat, de beste oriëntatie voorstellen alsook de opname van een minderjarige delinquent in een IPPJ of welke aangepaste dienst ook binnen de kortste termijn en met inachtneming van de bij artikel 3 bedoelde bepalingen.

Art. 5. De directeur van de IPPJ zorgt voor de medewerking met de gerechtelijke overheden en met de diensten die helpen bij de toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Er wordt een overlegcomité opgericht binnen elke IPPJ. Het heeft tot doel de evaluatie van de verwezenlijking van het pedagogisch ontwerp van de IPPJ en de evaluatie van de medewerking van de IPPJ met de gerechtelijke overheden en met de diensten voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld bij artikel 43, eerste lid, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De directeur van de IPPJ nodigt op eigen initiatief minstens een maal om het jaar om een overlegcomité bij te wonen de volgende personen uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de dienst van de IPPJ's van de Algemene directie hulpverlening aan de jeugd;
- 2° de magistraten met wie de IPPJ gewoonlijk medewerkt;
- 3° hoogstens twee vertegenwoordigers, per afzonderlijk gerechtelijk arrondissement, adviseurs, adjunct-adviseurs, directeurs en adjunct-directeurs voor hulpverlening aan de jeugd met wie hij gewoonlijk medewerkt;
- 4° de Algemeen afgevaardigde voor de kinderrechten;
- 5° hoogstens vier leden, per afzonderlijk gerechtelijk arrondissement, uit de sociale afdelingen van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en van de diensten voor gerechtelijke bescherming met wie de IPPJ gewoonlijk medewerkt;
- 6° hoogstens vier leden, voor ieder gerechtelijk arrondissement, van de Arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd waarmee de IPPJ gewoonlijk medewerkt;
- 7° vertegenwoordigers van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd bedoeld bij lid 2 waarmee de IPPJ gewoonlijk medewerkt.

De directeur van de IPPJ deelt het verslag over de vergadering van het overlegcomité mede aan de Directeur-generaal voor de hulpverlening aan de jeugd en aan de Minister.

Art. 6. Wanneer een jongere toevertrouwd aan een IPPJ afwezig is zonder toelating, verwittigt er de directie van de betrokken IPPJ de bevoegde rechter van, de federale politie alsook de personen die het ouderlijk gezag met betrekking tot deze jongere uitoefenen.

Deze informatie wordt overgezonden :

- 1° onmiddellijk als het om een ontvluchting gaat uit een dienst met gesloten stelsel;
- 2° binnen de 24 uur als het om een jongere gaat die weggelopen is;
- 3° binnen de 48 uur als het om een jongere gaat die na zijn verlof niet teruggekeerd is.

Art. 7. De plaats van een jongere die zonder toelating afwezig is van een opvangdienst met open stelsel kan behouden worden gedurende 24 uur vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter erover ingelicht werd.

De plaats van een jongere die zonder toelating afwezig is van een oriëntatiedienst met open stelsel kan behouden worden gedurende vijf dagen vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter erover ingelicht werd.

De plaats van een jongere die zonder toelating afwezig is van een opvoedingsdienst met open stelsel kan behouden worden gedurende tien dagen vanaf het ogenblik waarop de bevoegde rechter erover ingelicht werd.

Na het verstrijken van de termijnen bedoeld bij de eerste, tweede en derde leden, wordt de plaats geacht vakant te zijn. De mogelijke herintegratie wordt onderhevig gemaakt aan een nieuwe beslissing van de gerechtelijke overheid en aan het vervullen van de formaliteiten bedoeld bij artikel 3.

De plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating van een dienst met gesloten stelsel moet behouden worden zolang de maatregel niet gewijzigd werd door de bevoegde rechter. Nochtans wordt de plaats geacht vakant te zijn als de jongere nog steeds afwezig is zonder toelating op het verstrijken van de maatregel tot plaatsing besloten door de bevoegde rechter. De mogelijke herintegratie wordt onderhevig gemaakt aan een nieuwe beslissing van de gerechtelijke overheid en aan het vervullen van de formaliteiten bedoeld bij artikel 3.

Art. 8. De Minister tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3420

[C — 2004/29261]

15 JUIJN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en œuvre des programmes de prévention générale dans le secteur de l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse et notamment les articles 20,21, 25 et 27;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse donné le 5 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 15 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 21 avril 2004;

Vu l'avis n° 37.044/4 du Conseil d'Etat donné le 19 mai 2004;

Considérant l'opportunité de prendre en compte l'avis n° 50 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse du 29 mars 2000 relatif à la prévention générale dans le secteur de l'aide à la jeunesse;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 9 juin dernier,

Arrête :

Article 1^{er}. Chaque conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, ci-après dénommé C.A.A.J., détermine annuellement le projet de plan d'actions de prévention générale à mettre en œuvre dans son arrondissement.

Le C.A.A.J détermine son projet de plan d'actions en sélectionnant des projets qui lui ont été transmis par les différents promoteurs. Il peut également y inclure des projets qu'il souhaite mettre en œuvre lui-même.